

M. BENKHALFA, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF, AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Toutes les opérations bancaires
seront télécompensées à 100% d'ici fin mars»

Le délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), M. Abderrahmane Benkhalfa, nous a révélé, dans cet entretien qu'il nous a accordé en exclusivité, l'achèvement de la première étape de la modernisation des systèmes financiers avec l'introduction définitive du système de paiement par télécompensation d'ici fin mars. Ce qui va mettre un terme à certaines pratiques peu orthodoxes. Cette information fera l'objet d'une sortie médiatique dans les prochains jours. Il nous a révélé également qu'au terme de l'année 2008, le stock de l'en-cours (crédits injectés dans la sphère financière) a atteint 2 500 milliards de dinars.

Entretien réalisé par Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Où en est-on avec la fameuse réforme bancaire ?

Abderrahmane Benkhalfa : parmi les chantiers de la réforme et notamment la modernisation bancaire, il y a ce qu'on appelle l'introduction des nouveaux systèmes de paiement qui constituent la base de la nouvelle industrie bancaire algérienne. Actuellement, les millions d'opérations par chèques, virements et prélèvements sont faites sur un support papier. Progressivement depuis 2005, on est entré dans l'industrie de paiement électronique mais celle-ci exige, compte tenu de la géographie, du nombre d'agences et surtout des montants en jeu et pour des raisons de fonctionnalité et de sécurité surtout, des précautions d'ordre technique, technologique, normatif et réglementaire.

L'un des plus importants aspects de cette modernisation concerne les systèmes de paiement qui touchent les entreprises, les ménages et les particuliers. Il n'y a pas un seul citoyen majeur qui ne soit confronté à la banque, soit pour remettre, soit pour retirer un chèque. Nous disposons actuellement de deux systèmes.

Le premier concerne les grands montants sécurisés qui touchent les entreprises. Tous les virements de 1 million de dinars et plus passent par un corridor technologique sécurisé. Ce sont des milliards de dinars qui s'échangent entre les établissements d'est à l'ouest, du nord au sud et qui mettent les établissements financiers dans une gestion quotidienne de leurs trésoreries.

Les montants importants qui étaient gérés avec des décalages, car ils partent d'un lieu sur un support papier et arrivent à un autre lieu après une semaine, voire quinze jours et entre les deux, au moment où il y a l'ordre de payer et celui d'encaisser, il se sera écoulé un temps

fou. C'est une perte de temps qui ne permet pas de gérer de manière optimale des trésoreries excessivement importantes.

Ce système donc, qui fonctionne sous l'égide de la Banque d'Algérie avec les 28 banques de la place financière et qui touche les entreprises, opère dorénavant par le moyen de virement électronique. C'est un système institutionnel qui regroupe les établissements et les sociétés. Il existe dans tous les pays du monde. Nous venons de le mettre en place.

Il permet de véhiculer des montants, des capitaux et des transactions entre plusieurs points du territoire national. Il n'a été possible qu'avec la synergie entre les pouvoirs publics, les banques, opérateurs du réseau et d'autres opérateurs technologiques.

Le public ne le ressent pas parce que c'est institutionnel. C'est une plateforme exceptionnelle pour les opérateurs économiques et les investisseurs.

Le deuxième système est celui qu'on appelle le système de paiement de masse. Il touche aussi bien les entreprises que le large public. Dans ce nouveau système, il y a les supports connus, le chèque bien entendu, de plus en plus de virements et bientôt un outil qui va s'élargir qui est le prélèvement.

D'ailleurs, je vous annonce que, fin mars, nous aurons migré complètement le traitement des chèques interbancaires de la compensation manuelle à la télécompensation. Ce qui veut dire que tous les chèques, à partir du 1^{er} avril, qui circulent entre les banques, exemple : un chèque BNA encaissé par le CPA ou un chèque City Banque encaissé par BNP Paribas, etc. qui ne sont pas à l'intérieur du réseau, seront complètement dématérialisés.

C'est-à-dire que le support papier servira à donner l'ordre uniquement sauf en cas d'incident pour les besoins de la justice. Toutes les opérations bancaires seront télécompen-

sées à 100% d'ici fin mars, à la même date s'enclenchera un autre dispositif qu'est celui de l'échange automatique de données entre les entreprises et les banques.

Les virements multiples qui vont des entreprises aux particuliers, notamment les salaires, se faisaient sur la base d'une liste, d'une disquette transmise.

Ces supports seront abolis. Il n'y aura plus qu'un échange de plateformes entre les entreprises et les banques. Ce dispositif présente des avantages de délai qui sera écourté, de sécurité et de fiabilité et moins de risque d'erreurs. On appelle ce procédé les technologies EDI (échanges de données informatisées).

Les flux entre banques se feront dans les minutes qui suivent. Celui qui signe un chèque doit savoir que le chèque peut arriver à son compte pour être débité dans les deux heures qui suivent. Il faut que les soldes soient couverts. Au cas contraire, le client se met dans une position d'interdit de chéquier, en plus des mesures à caractère pénal. Ce fichier est en place. La tolérance est de zéro.

Quel impact aura ce nouveau système sur le monde des affaires ?

Cela va permettre à l'économie nationale de fonctionner de façon réactive. Les capitaux, l'échange de capitaux, les règlements ne seront plus à contrainte au contraire, ils vont constituer des éléments pour booster toutes les affaires économiques. Car si vous avez un système de paiement qui est lourd, qui n'est pas sécurisé, qui ne permet pas de transférer d'un lieu à un autre et qui ne permet pas de payer dans les temps, cela devient un handicap. On ne peut pas concevoir une évolution économique sans une industrie du paiement et de la monétique.

Est-ce que ces nouveaux systèmes permettent une meilleure traçabilité des fonds ?

Les transactions bancaires se font de bout en bout, moyennant une identification chiffrée, celle des clients, des donneurs d'ordre, des receveurs, qu'il s'agisse de transactions nationales ou internationales. A cet effet, les banques jouent un rôle de premier ordre dans la gestion et le contrôle des flux de l'Algérie vers l'étranger et vice-versa. Il n'y a pas un transfert légal qui ne soit pas

domicilié dans une banque.

Tous les mouvements de capitaux, le maillage qui est fait entre les banques et leurs correspondants dans le monde permettent la traçabilité des fonds. Il faut dire aussi que la traçabilité sert en premier lieu à identifier une transaction qui n'a pas abouti. Les parcours et les pistes de traitement sont remontés de façon rapide à la source.

La recherche qui était celle de papier devient automatique. Autre chose, chaque fois que la traçabilité doit être vérifiée selon ce que la loi l'autorise et dans le cadre du secret bancaire, les mouvements qui passent par les domiciliations bancaires, d'une banque d'ici à une autre à l'étranger, sont soumis à un bouclage systématique des autorités publiques.

La recapitalisation récente des banques est-elle assez conséquente pour permettre le renforcement des capacités de leurs engagements ?

Chaque fois que le capital est revu à la hausse, la garantie des engagements de la banque et celle des ressources et des dépôts qu'elle accueille augmentent. Plus le capital est important et les dépôts conséquents, plus elle accorde des crédits. La décision revient soit aux actionnaires, soit aux autorités monétaires du pays.

La recapitalisation des banques est un mouvement naturel. Elle est un élément non seulement de sécurisation des engagements mais aussi d'expansion de la banque.

Il y a une relativité de chaque banque dans son environnement national ou international. Le capital minimum qui était de 500 millions de dinars en 1991, est passé à 10 milliards de dinars. Il y a une nette évolution.

Peut-on connaître le montant des crédits injectés dans l'économie nationale ?

Il faut savoir, et contrairement à ce qui se dit, qu'il y a une évolution importante des crédits. Le stock de l'en-cours n'a cessé d'augmenter, en l'espace de quatre ans. Nous étions à un stock de 1300 milliards de dinars.

Nous avons terminé l'année 2008 avec un stock de 2500 milliards de dinars de crédits donnés, injectés dans l'économie. Cela commence par le petit crédit du citoyen au grand crédit. 90 % ont été destinés aux entreprises.

La micro-entreprise, la PME, la PMI, les grandes entreprises. Actuellement, nous sommes passés au financement des grands projets avec ce qu'on appelle les crédits syndiqués. C'est-à-dire que les banques se mettent ensemble autour d'une table et financent un projet précis de grande envergure.

Nous citerons les centrales électriques, les projets énergétiques et d'autres qui nécessitent un montage financier important et à haut risque. 7% de nos crédits ont été destinés à l'immobilier alors que les crédits aux particuliers ne sont que de l'ordre de 3%.

Les sociétés de capital investissement viennent d'être instituées, sont-elles opérationnelles ?

Le financement de l'investissement est important. Il y a eu une percée des banques actuelles parce que le financement moyen et long terme a augmenté dans les portefeuilles. Il est de l'ordre de 45%. Concernant les sociétés de capital investissement, qui viennent de faire l'objet d'un montage juridique complet, elles peuvent être des sociétés à capital risque, ou à capital variable.

Ces sociétés, gérant ou non des fonds d'investissement qui ont pour vocation demain d'entrer dans le capital des entreprises et de renforcer les assises financières de ces dernières, seront opérationnelles dans les années à venir et feront sans doute émerger des champions de l'économie nationale.

Elles vont participer au capital et être rémunérées par les marges plutôt que d'accorder des crédits et de recevoir des taux d'intérêt. Elles permettent à la consolidation de la place financière avec l'ensemble des acteurs de cette place. Le dispositif juridique permet à des entreprises ayant des capitaux nationaux ou internationaux de se constituer en sociétés à capital investissement.

F. H.

Levée du contrôle judiciaire imposé
au diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni

La Cour d'appel de Paris s'est prononcée hier en faveur de la demande de la défense portant levée du contrôle judiciaire, auquel était soumis depuis août dernier, le diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni.

«C'est un très grand pas qui a été franchi par le juge de la chambre d'instruction qui a répondu favorablement à notre demande de levée du contrôle judiciaire dont a fait l'objet notre client», a déclaré à l'APS, M^e Khaled Lasbeur, l'un des avocats de M. Hasseni.

L'avocat a estimé qu'avec cette décision «le dossier est en train d'évoluer positivement car de nombreuses zones d'ombre ont été dissipées après la présentation de toutes les preuves d'innocence de notre client».

M^e Lasbeur a également considéré que le magistrat, en se prononçant pour la levée du contrôle judiciaire, «a reconnu implicitement qu'il y avait erreur sur la personne et que Mohamed Ziane Hasseni était étranger aux faits qui lui sont repro-

chés». Interpellé le 14 août dernier, à l'aéroport de Marignane, à sa descente d'avion, le diplomate Mohamed Ziane Hasseni a été placé sous contrôle judiciaire, soit deux présentations hebdomadaires devant le service des contrôles judiciaires.

Ce dispositif a été ensuite allégé pour être ramené à une seule fois par semaine. La chambre d'instruction a rejeté un premier appel avant que la défense n'introduise un autre devant la Cour de Paris, qui a répondu, hier, positivement à la demande de la défense.

Toutes les procédures menées par la justice française (confrontation avec un des deux «témoins», tests ADN, etc.) n'ont abouti à aucun élément accablant le diplomate algérien.

«Même si la procédure de la partie civile sera poursuivie jusqu'au bout, nous sommes désormais convaincus de l'issue heureuse que connaîtra cette affaire», a ajouté l'avocat du diplomate.

Problématique Algérie : un regard critique du cœur du régime

Mohamed Chafik Mesbah, que vous avez coutume de lire sur les pages du Soir d'Algérie, est à la fois politique et militaire de carrière, dans les rangs des services de renseignement dont il démisionna en 1996 pour «divergence de vues avec sa hiérarchie». Le colonel devenu civil rejoint aussitôt la présidence de la République.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Sous Zeroual, il s'occupe des missions «d'analyse et de prévention politiques ainsi que de la coordination des réunions du cabinet présidentiel».

Ce qui lui permettra une proximité de tous les jours avec un décideur de la dimension de Mohamed Betchine

comme il a eu à le vivre avec d'autres détenteurs de pouvoir comme le général de corps d'armée Mohamed Médiene, Lakhal Ayat, Mustapha Belloucif, etc.

Bref, il s'agit là d'un parcours professionnel qui autorise l'homme à «commettre» un livre sur un thème si sensible : *Problématique Algérie*.

L'ouvrage, préfacé par Abdelhamid Mehri, se veut un regard, de l'intérieur même du régime, sur l'histoire mouvementée du pays de ces dernières décennies étalées sur pas moins de 542 pages, dans un style direct, parfois «provocateur». En tout cas, sans tabou !

Pour le lancement de son livre, M.-C. Mesbah a choisi une date, le 24 février, et un lieu paisible et sobre, le restaurant «Chez Rachid», à Bouchaoui, pour un dîner-dédicace. Un dîner qui prendra toutefois les

allures d'un authentique événement avec des présences de personnalités qui ont marqué, chacune à sa manière, l'histoire de l'Algérie indépendante.

S'y cotoyaient ainsi, dans une ambiance détendue, trois anciens chefs de gouvernement (Ali Benflis, Smail Hamdani et Ahmed Benbitour), des officiers supérieurs de l'ANP à la retraite (Taghriat Abdelmadjid, Abdelhamid Djouadi, Kamel Abderrahmane, Sadek, etc.), des personnalités comme Ali Yahia Abdenour, Mehri, le conseiller politique de l'ambassadeur des Etats-Unis, des directeurs de journaux (*Le Soir d'Algérie*, *Liberté*, *l'Expression*), d'anciens hauts responsables de grandes sociétés et bien d'autres acteurs de la vie politique et économique du pays.

K. A.